

Liste des lois et règlements s'appliquant au domaine de la sécurité des systèmes d'information

DOMAINE : FRAUDE

Loi relative à la fraude informatique (dite loi "Godfrain")

Définition

La loi Godfrain du 5 janvier 1988, ou Loi no 88-19 du 5 janvier 1988 relative à la fraude informatique, est la première loi française réprimant les actes de criminalité informatique et de piratage. Nommée d'après le député RPR Jacques Godfrain, c'est l'une des lois pionnières concernant le droit des NTIC [...] (https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_Godfrain)

Cadre juridique

- loi no 88-19 du 5 janvier 1988 relative à la fraude informatique
- ou Code Pénal / Partie législative / Livre III Des crimes et délits contre les biens / Titre II Des atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données

Liens

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000875419&categorieLien=id>

Documents

- LOIS-1-FRAUDE-1-loi_Godfrain-loi.pdf
- LOIS-1-FRAUDE-2-loi_Godfrain-code_penal.pdf

DOMAINE : DROITS D'AUTEUR

Code de la propriété intellectuelle

Définition

Le code de la propriété intellectuelle¹ est un document du droit français, créé par la loi no 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle, publié au Journal officiel du 3 juillet 1992. Il regroupe la plupart des anciennes lois régissant les deux branches de la propriété intellectuelle, que constituent la propriété industrielle et la propriété littéraire et artistique. Il est régulièrement mis à jour par le Parlement. La dernière version de ce texte est une version consolidée datant du 22 décembre 2014. [...] (https://fr.wikipedia.org/wiki/Code_de_la_propri%C3%A9t%C3%A9_intellectuelle)

Cadre juridique

- loi n° 92-597 du 1 juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle (partie législative)
- loi no 2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet ("HADOPI 1")
- loi n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet ("HADOPI 2", complémentaire à la loi Hadopi 1. a pour but de réintroduire le volet répressif de la première loi qui a été déclaré partiellement non conforme à la constitution par le Conseil constitutionnel)

Liens

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000357475> (loi)
- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?>

cidTexte=JORFTEXT000020735432&categorieLien=id (HADOPI 1)

- [https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021208046&categorieLien=id)

cidTexte=JORFTEXT000021208046&categorieLien=id (HADOPI 2)

Documents

- LOIS-2-DROITS_D_AUTEUR-code_de_la_propriete_intellectuelle-Loi_92-597_du_1_juillet_1992.pdf

DOMAINE : PRIVACY (protection des données personnelles)

Règlement général sur la protection des données

Définition

Le règlement no 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD, ou encore GDPR, de l'anglais General Data Protection Regulation), est un règlement de l'Union européenne qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel¹. Il renforce et unifie la protection des données pour les individus au sein de l'Union européenne (https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A8glement_g%C3%A9n%C3%A9ral_sur_la_protection_des_donn%C3%A9es)

Cadre juridique

- règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

Liens

- lien officiel : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32016R0679>

- Texte complet également à : <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Documents

- LOIS-3-PRIVACY-1-RGPD-CELEX_32016R0679_FR_TXT.pdf

Loi informatique et liberté

Définition

La loi no 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, plus connue sous le nom de loi informatique et libertés, est une loi française qui régit la liberté de traitement des données personnelles², c'est-à-dire la liberté de ficher les personnes humaines. Cette liberté étant indissociable de l'activité informatique, cette loi régit donc les conséquences potentiellement antisociales de l'activité informatique.

(https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_informatique_et_libert%C3%A9s)

Cadre juridique

- loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi du 20 juin 2018, complétée du décret du 1er août 2018 et du décret du 29 mai 2019

- décret d'application le plus récent de la loi informatique et libertés : décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Liens

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006068624>

- texte complet consolidé ici : <https://www.cnil.fr/fr/la-loi-informatique-et-libertes>

- <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/5/29/JUSC1911425D/jo/texte>

Documents

- LOIS-3-PRIVACY-2-loi_informatique_et_liberté-20181212.pdf

- LOIS-3-PRIVACY-3-Decret_2019-

536_du_29_mai_2019_pour_application_de_la_loi_informatique_et_libertes.pdf

DOMAINE : INTERNET

Loi pour la Confiance en l'Economie Numérique

Définition

La loi pour la confiance dans l'économie numérique, no 2004-575 du 21 juin 2004, abrégée sous le sigle LCEN, est une loi française sur le droit de l'Internet, transposant la directive européenne 2000/31/CE du 8 juin 2000 sur le commerce électronique et certaines dispositions de la directive du 12 juillet 2002 sur la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques [...] (https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_pour_la_confiance_dans_l%27%C3%A9conomie_num%C3%A9rique)

Cadre juridique

- loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique

Liens :

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000801164>

Documents

- LOIS-4-INTERNET-1-loi_LCEN_20040621.pdf

Loi pour une République numérique

Définition

[...] Par cette loi, l'objectif du gouvernement est double : « donner une longueur d'avance à la France dans le domaine du numérique en favorisant une politique d'ouverture des données et des connaissances » et « adopter une approche progressiste du numérique, qui s'appuie sur les individus, pour renforcer leur pouvoir d'agir et leurs droits dans le monde numérique ». Pour ce faire, la loi s'organise autour de trois axes : la circulation des données et du savoir, la protection des individus dans la société du numérique et l'accès au numérique pour tous.[...]

(https://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_pour_une_R%C3%A9publique_num%C3%A9rique)

Cadre juridique

- loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique

Liens

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033202746>

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do?idDocument=JORFDOLE000031589829&type=general&legislature=14>

DOMAINE : RECHERCHE

Protection du Patrimoine Scientifique et Technique (PPST)

Définition

Le potentiel scientifique et technique de la nation est constitué de l'ensemble des biens matériels et immatériels propres à l'activité scientifique fondamentale et appliquée et au développement technologique de la nation française. Les éléments essentiels du potentiel constituent des intérêts fondamentaux de la nation définis à l'article 410-11 du code pénal.

La protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) est organisée par un dispositif réglementaire rénové en 2012. Ce dispositif vise à protéger l'accès aux savoirs, aux savoir-faire et aux technologies des établissements publics ou privés localisés sur le territoire national, lorsque leur détournement ou leur captation pourraient :

- porter atteinte aux intérêts économiques de la nation ;
- renforcer des arsenaux militaires étrangers ou affaiblir les capacités de défense de la nation ;

- contribuer à la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs ;
- favoriser des actes terroristes sur le territoire national ou à l'étranger.

Le dispositif vise à limiter les risques de pillage des connaissances pouvant être utilisées à des fins malveillantes

(https://fr.wikipedia.org/wiki/Protection_du_potentiel_scientifique_et_technique_de_la_nation)

Cadre juridique

- articles 413-72 et R. 413-5-13 du code pénal
- décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du code pénal et relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation
- arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation
- circulaire interministérielle n° 3415/SGDSN/AIST/PST du 7 novembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation.

Liens

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006418398&cidTexte=LEGITEXT000006070719)

[idArticle=LEGIARTI000006418398&cidTexte=LEGITEXT000006070719](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006418398&cidTexte=LEGITEXT000006070719) (article 413-7 du code pénal)

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000024750719&cidTexte=LEGITEXT000006070719)

[idArticle=LEGIARTI000024750719&cidTexte=LEGITEXT000006070719](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000024750719&cidTexte=LEGITEXT000006070719) (article 413-5-1 du code pénal)

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024749915&dateTexte=&categorieLien=id)

[cidTexte=JORFTEXT000024749915&dateTexte=&categorieLien=id](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024749915&dateTexte=&categorieLien=id) (décret n° 2011-1425)

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026140136&categorieLien=id)

[cidTexte=JORFTEXT000026140136&categorieLien=id](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026140136&categorieLien=id) (arrêté du 3 juillet 2012)

http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36329.pdf (circulaire interministérielle n° 3415/SGDSN/AIST/PST)

Documents

- LOIS-5-RECHERCHE-1-3415_SGDSN_AIST_PST_du_7_novembre_2012-cir_36329.pdf
- LOIS-5-RECHERCHE-2-20170919_Note_PPST_SSI-1-NoteHFDS_SIGNEE.pdf (sécurité des SI en ZRR, notion d'Information à Régime Restrictif)
- LOIS-5-RECHERCHE-3-20170919_Note_PPST-2-SSI_Guide.pdf (sécurité des SI en ZRR, notion d'Information à Régime Restrictif)